



# MA BASSE-TERRE : L'INSECURITE EXPLOSE, L'ADMINISTRATION RESTE IMMOBILE

MA BASSE-TERRE

Basse-Terre, le 05 mai 2026

## Une alerte ignorée, un mépris assumé

Le 04 avril 2026, par voie de tract, l'**UFAP UNSa Justice** alertait déjà l'administration sur les graves dysfonctionnements sécuritaires au sein de la Maison d'Arrêt de **Basse-Terre**.

Nous dénonçons une situation préoccupante et exigeons une fouille générale immédiate de la détention.

- Un mois plus tard, le constat est accablant : rien n'a été fait.
- Pire encore, l'administration persiste dans son immobilisme.

Ce manque de réactivité n'est plus seulement incompréhensible : **il devient irresponsable.**

Il traduit également un profond manque de considération et de respect envers les personnels, laissés seuls face à une situation qui leur échappe de plus en plus.

Pendant que l'administration tergiverse :

- Les drones survolent l'établissement en toute impunité, livrant des colis aux détenus,
- Les caillebotis sont sciés et contournés, démontrant une organisation structurée,
- Les projections explosent, sans dispositif efficace pour les endiguer,
- Téléphones, stupéfiants et armes artisanales circulent librement dans la détention.

## Ce n'est plus une dérive. C'est un système installé.

**Les fouilles réalisées aujourd'hui ont permis de mettre à jour :**

- 9 téléphones portables
- Environ 100 g de cannabis
- 3 pilules d'ecstasy
- 1 clé IPTV
- Du matériel artisanal de tatouage
- 2 morceaux de lame de scie (8 cm environ)
- Plusieurs chargeurs
- 2 grappins artisanaux destinés à récupérer les projections

**Le même jour (côté "racing") :**

- 2 paquets contenant 2 téléphones

**La veille (près des cuisines) :**

- 2 paquets contenant 2 téléphones

**Ces saisies ne sont que la partie émergée de l'iceberg.**

## Des agents exemplaires... abandonnés par leur administration

L'**UFAP UNSa Justice** félicite **ces femmes et ces hommes** qui assument leurs missions régaliennes avec courage, professionnalisme et sens du devoir. Malgré des conditions toujours plus dégradées et l'inaction de l'administration, ils continuent de faire le maximum pour garantir la sécurité de l'établissement.

## Mais jusqu'à quand ?

Car en face, l'administration brille par :

- Son absence de décisions fortes,
- Son manque total d'anticipation,
- Et son incapacité à répondre à l'urgence de la situation.

Au lieu de mettre en œuvre des mesures efficaces pour lutter contre les projections et les trafics, l'administration semble davantage préoccupée à pister les agents via la vidéosurveillance.

Cette logique est inacceptable.

Plutôt que de surveiller les personnels, il serait urgent de déployer des mesures sereines, adaptées et efficaces pour lutter contre les projections, sécuriser les abords de l'établissement et reprendre le contrôle de la détention.

**Jusqu'où faudra-t-il aller ?**

**Faut-il attendre un incident grave ?**

**Faut-il en arriver à des actions fortes, visibles et assumées, comme le blocage de l'établissement, pour que l'administration prenne enfin la mesure de la situation ?**

**L'UFAP UNSa Justice** exige immédiatement :

- **Une fouille générale de l'établissement sans délai,**
- **Des moyens humains supplémentaires,**
- **Une sécurisation réelle et immédiate des infrastructures,**
- **Des mesures concrètes et efficaces contre les projections et l'usage de drones,**
- **Une prise de responsabilité claire de la DSPOM et de la direction locale.**

Notre position est claire et sans ambiguïté

Rien ne nous fera reculer face à l'immobilisme de notre administration.

Si des mesures concrètes ne sont pas prises, **L'UFAP UNSa Justice** saura prendre ses responsabilités.

**La sécurité des agents n'a pas de prix.**

**Le temps du déni est terminé. Place aux actes.**

**L'UFAP UNSa Justice : Toujours engagée pour la défense des personnels**

Le secrétaire local UFAP UNSa justice de la MABT

**Frantz SAPOR**